

Le tollé provoqué dans le monde musulman, et fortement médiatisé dans les pays occidentaux, par les propos tenus par le pape Benoît XVI en Allemagne le mois dernier, vient après celui provoqué par l'« affaire » des caricatures de Mahomet en début d'année. S'y ajoute récemment en France l'« affaire » Redeker, du nom de ce professeur de philosophie condamné par une fatwa après la publication d'un article de journal. Incompréhensions, provocations, manipulations, excès, violences, anathèmes : ces trois événements récents suffisent à illustrer la complexité et la sensibilité du sujet du dialogue interreligieux, et par extension interculturel, et en particulier du dialogue entre Christianisme et Islam. Ils nous poussent donc à nous interroger sur les possibilités et les réalités de ce dialogue interreligieux dans le contexte international actuel ; à nous interroger sur les résonances que ce type d'événements peuvent avoir dans nos sociétés contemporaines, caractérisées par la présence de fortes communautés immigrées sur leur sol et par leur très forte déchristianisation ; enfin de nous interroger sur l'éternelle question de l'identité européenne, de son « effacement » actuel et des conséquences que ce type de crispation peuvent avoir. Car, que cela plaise ou non, l'Europe, comme civilisation, mais aussi comme ensemble politique, est concernée.

Christianisme, Islam, Europe : **le dialogue interreligieux à l'épreuve des identités**

Rémi BRAGUE
Stéphane BAUZON
Máté BOTOS

“Timeo hominem unius libri”
(“Je crains l'homme d'un seul livre”)
Saint Thomas d'Aquin

Rémi BRAGUE est professeur, directeur du Centre de Recherche sur la Tradition de la Pensée Classique de l'Université Paris I-Panthéon Sorbonne, fondateur de la revue « *Communio* », auteur, parmi d'autres ouvrages, de *Europe, la voie romaine* (ed. Gallimard, coll. Folio, 1999) et de *La Loi de Dieu : Histoire philosophique d'une alliance* (ed. Gallimard, 2005).

Stéphane BAUZON est vice-président du Comité Italie de l'Institut Thomas More. Il est maître de conférence à l'université de Rome Tor Vergata, auteur de *Le métier de juriste* (Québec, PUL, 2001) et de *La personne biojuridique* (Paris, PUF, 2006).

Máté BOTOS est correspondant de l'Institut Thomas More Hongrie. Il est directeur du Centre d'Etudes Européennes à l'Université Catholique Péter Pazmany (Hongrie).



Le dialogue avec l'Islam : difficultés et conseils

Rémi BRAGUE

Te ne perdrai pas mon temps ni le vôtre à rappeler des évidences en vente dans toutes les bonnes pharmacies, comme les raisons qui rendent un dialogue nécessaire. Je ne prêcherai pas non plus sur les dispositions d'esprit qu'il faut y mettre. J'essaierai seulement de repérer les difficultés qu'il nous faudra surmonter. J'en ai noté quatre. Je ferai ensuite trois recommandations.

Quatre difficultés:

(1) Les partenaires à faire dialoguer restent à définir, et déjà quant à leur nom. Si l'islam utilise un même mot pour désigner la religion, la civilisation et les populations, l'Occident distingue la chrétienté et le christianisme. Des deux côtés, on privilégie les aspects religieux de la civilisation. Les musulmans considèrent spontanément les occidentaux non juifs, même s'ils sont agnostiques, comme des chrétiens. Les occidentaux prennent l'habitude de ne voir dans les pays historiquement musulmans que les éléments religieux de ceux-ci.

(2) Un point commun existe, hélas, car il est négatif : la mauvaise connaissance mutuelle des deux religions. Cependant, il existe une dissymétrie. Il existe des chrétiens ou des juifs excellents connaisseurs de l'islam. Il existe de bons spécialistes du christianisme qui sont juifs. Il existe aussi des orientaux non-chrétiens, japonais par exemple, qui étudient l'islam. Mais il n'y a guère de savants musulmans qui étudient le christianisme ou les autres religions.

Les librairies chrétiennes sont pleines de livres qui s'efforcent de faire connaître l'islam et le présentent d'une façon qui se veut objective et sympathique. Les librairies arabes ne contiennent guère sur le christianisme que des ouvrages polémiques.

Les chrétiens savent qu'ils ne connaissent pas l'islam et cherchent à se documenter. Les musulmans s'imaginent qu'ils connaissent le christianisme et ne s'y intéressent que fort peu.

Pourquoi ? Il existe des deux côtés des individus qui ont une certaine curiosité pour la religion de l'autre. Mais leur religion n'invite pas les musulmans à s'intéresser au christianisme. L'islam repose en effet sur un postulat fondamental : le christianisme, comme d'ailleurs avant lui le judaïsme, sont dépassés par l'islam qui les intègre. Leurs livres saints ont été falsifiés, et leur vérité n'est sauvegardée que dans le Coran.

Précisément parce que le christianisme en tant que tel ne connaît pas l'islam apparu après lui (alors qu'il croit connaître le judaïsme dont il est sorti), celui-ci, parce qu'il est mystérieux, attire au moins son attention.

(3) Les éléments que le christianisme a en commun avec l'islam sont plutôt des facteurs de division que d'union. Les idées communes (un seul Dieu) ou les personnages communs, à commencer par Abraham, reçoivent des interprétations très différentes.

(4) Les problèmes de l'Occident sont intérieurs. C'est déjà le délestage démographique qui appelle l'immigration. C'est la haine de soi et l'auto-flagellation qui empêchent une considération objective de la réalité présente et passée de soi-même et de l'autre. En quelques décennies, et au moins dans la majorité des médias, une image d'Épinal tout aussi éloignée de la réalité a remplacé l'épouvantail islamique des siècles passés, auquel le terrorisme actuel redonne malheureusement quelque crédibilité.

Trois recommandations :

(1) Ne pas considérer comme « musulmans » les immigrés venus de pays historiquement islamiques. C'est une paresse intellectuelle, et une distorsion de la réalité. On pourrait choisir d'autres critères, non moins pertinents, et sous lesquels ils se reconnaîtront eux-mêmes plus facilement. Ainsi, leur origine : par nationalités ou par langue. Ou leur place dans les sociétés d'arrivée : par régions, quartiers habités, métiers exercés, etc.



Une telle façon de procéder serait plus efficace. En effet, les problèmes que pose l'immigration aussi bien aux pays d'arrivée qu'aux immigrés eux-mêmes ne sont pas nécessairement dus à l'appartenance religieuse de ces derniers. Ils proviennent beaucoup plus de leur situation géographique, leur langue, leur métier, leur niveau social.

Appeler ces gens « musulmans », c'est les rabattre sur une origine religieuse avec laquelle ils entretiennent des relations variées, de la pratique scrupuleuse à l'indifférence en passant par le respect de coutumes qui ne sont pas toutes religieusement connotées. Parler de « musulmans », c'est faire le jeu des fondamentalistes qui voudraient faire croire que les problèmes que doivent affronter ces gens ne proviennent pas de ce qu'ils sont des nouveaux venus encore placés en bas de l'échelle sociale, mais bien de leur appartenance religieuse.

(2) Ne pas imaginer le partenaire selon ce qui nous intéresse, nous. Par exemple,

privilegier le soufisme dans l'édifice des sciences islamiques est une invention occidentale. Considérer celui-ci comme l'antidote au « légalisme » est une légende démentie par l'histoire et la structure même de l'islam.

(3) Ne pas essayer de porter le dialogue au plan interreligieux. Il est plus fructueux lorsqu'il n'essaye pas de l'être. Rappelons-nous le temps des « dialogues » avec les régimes léninistes. Débouchaient-ils sur mieux que des déclarations d'intentions généreuses et ambiguës ? Certes, tout le monde était pour la paix, pour la justice, pour la coopération, etc. Mais ces mots n'avaient pas le même sens des deux côtés. Avec les soviétiques, il valait mieux parler de gaz naturel ou de droits de pêche que de grands principes. Le dialogue avec les pays musulmans ferait mieux de s'occuper de pétrole ; avec les immigrés, il ferait mieux d'aborder les questions de logement, d'éducation, de droit au travail, des possibilités d'ascension sociale.



Benoît XVI : un appel à la raison dans la foi

Stéphane BAUZON

Le mardi 12 septembre 2006, à l'université de Ratisbonne, le Pape Benoît XVI tint une *Lectio Magistralis* dont la teneur théologique et les citations étaient difficilement accessibles pour la plupart d'entre nous. Dès le lendemain, les médias firent de cette savante allocution une lecture pour le moins artificielle qui se résumait à une impossible (« difficile » serait déjà plus juste) conciliation entre le monde musulman et la Chrétienté.

Face à la tempête soulevée, et d'une façon plutôt inédite, le Saint Siège a dû depuis à plusieurs reprises indiquer sa complète opposition avec cette interprétation simpliste. Face à la colère de certains musulmans et aux rappels de certains ambassadeurs (comme, par exemple, celui du Maroc) le Pape et son nouveau Secrétaire d'Etat, le cardinal Tarcisio Bertone, ont été contraints de dissiper le malentendu sans aller jusqu'à des excuses qui, de toutes évidences, n'étaient pas dues.

Dans sa conférence universitaire, le Saint Père a en effet essentiellement déclaré « que ne pas agir selon la raison est contraire à la nature de Dieu », en citant au passage le Coran : « aucune contrainte dans les choses de la foi » (2,256). Il a en outre critiqué le rationalisme occidental qui s'enferme et se satisfait des résultats tirés des sciences expérimentales.

Dans *l'Osservatore Romano* du dimanche 17 septembre 2006¹, le cardinal Bertone fut le premier à essayer de donner une vision plus claire de la pensée du Pape. A ce titre il a déclaré (1) que la position du Pape sur l'Islam était sans équivoque celle du document conciliaire *Nostra Aetate* de 1965 (« L'Eglise regarde avec estime les musulmans ») ; (2) que la volonté du Pape en faveur du dialogue interreligieux avait été clairement manifesté à Cologne le 20 août 2005 devant des représentants des communautés musulmanes

(« Nous devons rechercher la voie de la réconciliation et apprendre à vivre en respectant chacun l'identité de l'autre ») ; (3) que le jugement de l'Empereur byzantin Manuel II Paléologue, qu'il citait dans son intervention de Ratisbonne, avait pour unique finalité de « refuser de façon claire et radicale toute motivation religieuse de la violence, de quelque endroit qu'elle provienne » ; (4) que le Pape avait avant tout mis en garde la culture occidentale contre « son mépris de Dieu et son cynisme qui considère que la dérision du sacré appartient à la liberté d'expression ».

L'Osservatore Romano du jour suivant reproduisait les propos tenus par le Pape lors de son Angélus avec une traduction en Français, en Anglais et en Arabe ! Dans le texte officiel, écrit en italien), le Pape se déclarait « vivamente rammaricato » (traduit par « vivement attristé » et par « deeply sorry ») par les réactions suscitées par ce bref extrait de son discours à l'Université de Ratisbonne. Afin de clore cette « affaire », et en signe de conciliation, le Pape invita tous les Ambassadeurs des pays musulmans accrédités près le Saint Siège à dialoguer avec lui le lundi 25 septembre dans sa résidence de Castel Gandolfo.

A s'en tenir à la lettre de la conférence du Pape et aux précisions apportées ultérieurement, on peut être surpris de la démesure de la réaction dans les pays musulmans et occidentaux qui ont cédé à la tentation de la violence physique (avec l'assassinat d'une sœur en Somalie) et symbolique (on ne compte plus les caricatures d'un Ratzinger armé d'un fusil...) que le Saint Père entendait justement dénoncer...

Par surcroît, une pernicieuse idée s'est faite jour pour laisser entendre que le Pape aurait prémédité son attaque contre la foi musulmane : ce serait une tâche bien fastidieuse que de citer les nombreux articles de journaux qui s'efforcent de faire de Benoît XVI un Pape intransigeant et surtout peu soucieux de dialoguer avec le monde musulman. Sans

¹ Journal officiel de la Cité du Vatican.

Voir http://www.vatican.va/news_services/or/or_quo/index.html.



aucune originalité et sans grand souci d'approfondir le sujet, ce sont les trois mêmes exemples qui sont inlassablement répétés : l'absence dans la messe inaugurale de son pontificat d'une référence à la fraternité avec les musulmans, la suppression de l'autonomie du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux et de sa distance à l'égard des prières interreligieuses d'Assise. Ces décisions de Benoît XVI doivent-elles être comprises comme une mise à distance des positions de son prédécesseur ? Nous ne le croyons pas. Le Pape a la double charge de gouverner l'Eglise et de guider ses fidèles dans une correcte interprétation de la foi. Ces devoirs, symbolisés par deux clefs blanche et jaune, ont une dimension à la fois politique et théologique. Cependant, il est abusif de vouloir les isoler ou les réduire l'une à l'autre.

Sans doute le Pape est-il, du fait de sa formation, particulièrement sensible à la

théologie, et l'on sait qu'il a toujours voulu s'écarter de l'idée toute politique qui veut que les « trois religions du livre » soient placées sur un même niveau. En particulier, avec son appel au *Logos*, Benoît XVI entend affirmer l'existence d'une « raison naturelle » capable de trouver la vérité en dehors de la Révélation. Et c'est précisément cette « raison naturelle » qui est difficile à trouver dans l'Islam – où, quand elle est défendue déjà au Moyen Âge par Averroès par exemple, elle est le plus souvent condamnée. La « raison naturelle », dans sa dimension juridique, scientifique, philosophique, etc. , est en revanche typique de la pensée catholique, de la *Somme* de Saint Thomas d'Aquin à l'encyclique *Fides et Ratio* de Jean-Paul II.

Benoît XVI a voulu, à Ratisbonne, le rappeler à tous : Catholiques comme Musulmans ou incroyants. C'est cet appel à la raison dans la foi qui lui fut en réalité reproché.



L'Europe au miroir des réactions musulmanes

Máté BOTOS

Partons d'un simple constat : il est devenu difficile, bien difficile, depuis quelques années, de parler tout simplement de l'Islam. Celui qui s'y risque, aux yeux de certains, est systématiquement illégitime. Sans tomber dans le piège simplificateur de confondre fanatisme religieux et foi dans la religion établie par Mohammed, prophète de Dieu, on peut néanmoins constater aujourd'hui que la minorité tolérante ou éclairée (celle par exemple qui défend l'idée d'un Islam compatible avec les valeurs démocratiques) peine à se faire entendre... Si elle existe, sa voix ne porte pas. Le pape Benoît XVI en a, sans le vouloir, fait l'amère expérience en provoquant consternation et mécontentement dans bien des points du monde musulman, après son intervention, devant un public composé de théologiens catholiques, à Ratisbonne le 12 septembre dernier.

L'objet du discours

A lire le texte incriminé, le pape ne faisait pourtant que citer un discours que l'empereur byzantin Manuel II Paléologue (1350-1425) eut avec un érudit persan sur le Christianisme et l'Islam et sur la vérité des deux religions. Manuel II Paléologue avait prononcé ces paroles à l'aube du XV^e siècle: rapellons qu'il s'agit d'un homme qui vécut toute sa vie sous la menace des Turcs, qui connaissaient à l'époque une forte expansion, et qu'il est à la tête d'un empire vacillant qui s'effondrera quelques décennies plus tard (1453).

Que s'est-il donc passé ce 12 septembre... non pas 1406, mais 2006 ?! Le sujet du pape n'était pas un commentaire des propos de l'empereur byzantin : son intervention avait pour titre "Foi, raison et université. Souvenirs et réflexions". Et dans le passage incriminé, il traite de la question du rôle de la raison dans l'exercice de la foi et de la part que ne peut en aucune façon y prendre la violence. La première clef de son propos était : « La foi est fruit de l'âme, non du corps. Celui qui veut donc conduire une

personne à la foi a besoin de la capacité de bien parler et de raisonner correctement, et non de la violence et de la menace ».

Il n'y a rien d'offensant pour l'Islam dans ce texte, lequel ne vise aucune religion en particulier mais déteste en générale la force brutale. « Ce que le pape a à cœur est un clair et radical refus de la motivation religieuse de la violence. Son intention n'était certes pas d'offenser la sensibilité des Musulmans », a déclaré le directeur de la salle de presse du Saint-Siège. La seconde clef du discours de Benoît XVI était : « La violence est en opposition avec la nature de Dieu et la nature de l'âme ».

Pour autant, les réactions furent vives : le premier, Ali Bardakoglu, grand mufti de Turquie, déclara avoir été profondément offensé par les commentaires du pape sur la guerre sainte (*jihad*), commentaires qu'il considéra comme « particulièrement préoccupants, au point de susciter la tristesse, et inopportuns »². Le monde musulman, alerté par cette première prise de position, connut une réaction en chaîne, jusqu'à un porte-parole fantôme d'al-Qaida qui menaça de mort le chef de l'Eglise catholique.

Les trois leçons de cette histoire

Quelles sont les leçons à tirer de ce triste événement, des réactions vues dans le monde musulman et des commentaires entendues dans le monde occidental ?

Premièrement, que l'Europe en générale se vit comme prisonnière des minorités musulmanes qu'elle accueille sur son sol. L'Europe, qui souffre depuis des décennies de la maladie de la haine de soi (dû à son suicide de 1914-18, puis à la prise de conscience de sa propre barbarie déchaînée lors de la Shoah), regarde l'affirmation de son identité (y compris chrétienne) comme le comble de l'intolérance.

² Agence de presse catholique Zenit, Rome. Voir www.zenit.org.



Face à l'affirmation des multiples formes de l'identité musulmane, ou pour être plus juste, de ce qui est affirmé comme tel, elle présente... le vide, une identité vide, une chaise vide, une absence. Or, pour éviter que les minorités qu'elle abrite ne s'assimilent définitivement aux idées représentées par des leaders religieux radicaux, résidant souvent hors d'Europe, il faut au contraire tourner vers eux le visage calme et serein d'une identité tolérante et prête à les accueillir. C'est le dialogue qu'il faut opposer aux ennemis du dialogue. Mais jusqu'où cette politique de compromis peut-elle ou doit-elle aller ? C'est là une question essentielle pour l'Europe...

Et c'est notre deuxième leçon : l'Union Européenne est-elle une construction politique strictement matérielle (matérialiste?) et rationnelle (rationnaliste?), ou bien ce continent se vit-il encore peu ou prou comme l'un des coeurs battants de l'identité et de la spiritualité chrétienne ? Dans le premier cas, toutes nos portes sont ouvertes sur notre vide, d'abord à la Turquie, puis à toutes les populations, musulmanes et autres, qui le voudront... Si nous savons nous souvenir de l'histoire de l'Empire romain d'Occident, nous verrons ce qu'a de bien périlleux cette option: c'est la chute de l'institution qui est au bout, et la crise de la civilisation d'accueil. La seconde occurrence a notre faveur, mais pas n'importe comment. Il ne faudrait pas que l'Europe ne se ferme au monde – dans cette peur, la crainte de l'Islam n'entrerait que pour partie d'ailleurs. Dans une Europe en doute, les minorités musulmanes risqueraient de servir de boucs émissaires. Car, dans une société en crise, les différences exacerbent les ressentiments.

La troisième conséquence de cette histoire est le constat de l'hypersensibilité de l'Islam. La thèse est connue, et défendue par de nombreux

spécialistes, d'un Islam contemporain en crise, vivant dans la douleur, parfois dans la violence, son sentiment d'infériorité, enraciné dans l'histoire récente. Le monde musulman de ce début de 21^{ème} siècle reste frustré par les insuccès économiques et politiques patents de son 20^{ème} siècle. Complexe d'infériorité politique, complexe de supériorité spirituel : voilà l'équation contemporaine. De jeunes Musulmans sont fiers d'aller à la mort pour leur foi; ils nous interrogent du regard: « Et vous, Chrétiens, en feriez-vous autant ? » Il n'est pas à oublier que l'Islam n'a pas fait, à l'exemple du christianisme occidental, sa « crise cartésienne ». Les arguments et les raisonnements européens ne peuvent pas toujours atteindre leur but, comme le montre très bien le cas du pape, lorsque ses paroles : « L'affirmation décisive dans cette argumentation contre la conversion au moyen de la violence est : ne pas agir conformément à la raison est contraire à la nature de Dieu », n'ont tout simplement pas été perçues par le monde musulman. Cela a des conséquences directes dans nos sociétés occidentales, transformées par trente années de libéralisme politique et économique. Elles hébergent des communautés qui parlent une « autre langue spirituelle » que la leur, qui sont identifiés par leur religion et non par leur participation à l'histoire commune de l'Europe et pour qui finalement la violence à des fins sacrées est encore une ressource.

Pour conclure, si nous appelons notre vieux continent à la lucidité face aux questions de l'avenir, nous n'oublions pas que nous autres Chrétiens sommes libres, et que les magnifiques paroles de Benoît XVI : « La foi ne veut pas faire peur, c'est un appel à la responsabilité », exigent une prise de position tant individuelle que commune de la part de ceux qui se réclament encore du bel héritage chrétien.



Programme d'étude IDENTITÉS EUROPÉENNES

Série SOCIÉTÉS, CULTURE

Retrouvez toute l'actualité de l'Institut Thomas More sur www.institut-thomas-more.org

Islam, Christianisme : ce que « dialoguer » veut dire – Rencontre du Comité France, 25 octobre 2006, Paris. Intervenants : Rémi BRAGUE, Jean-François COLOSIMO.

Arrêtons de tricher avec la réalité ! – Article de Xavier GUILHOU (« Les Echos », 21 août 2006, disponible sur le site Internet de l'ITM).

Le courage de la rupture – Article de Jean-François MATTEI (« Le Figaro », 7 mai 2006).

Les élites sont-elles encore légitimes ? Institutions, démocratie, société – Rencontre du Comité France, 26 avril 2006, Paris. Intervenants : Philippe NÉMO, Nathalie BRION, et Jean BROUSSE.

Immigration : quels coûts pour les finances publiques ? Essai d'évaluation pour la France – Par Jacques BICHOT (Note 6, février 2006, Fr).

Prémises de naufrage ? – Article de Xavier GUILHOU, (disponible sur le site Internet de l'ITM, janvier 2006).

Implosions françaises... Illettrisme, immigration, identités, émeutes urbaines – Rencontre du Comité France, 2 février 2006, Paris. Intervenants : Alain BENTOLILA, Jean-François MATTEI.

Une jeunesse abîmée : illettrisme et destin social – Par Alain BENTOLILA (Tribune 8, janvier 2006, Fr, parue dans « La Revue des Deux Mondes »).

Allegro Barbaro... – Article de Jean-François MATTEI (« Le Figaro », 3 novembre 2005).

Que faut-il conserver du conservatisme ? Fantômes français, expériences américaines – Rencontre du Comité France, 4 octobre 2005, Paris. Intervenants : Philippe BENETON et Gerard ALEXANDER.

"Il n'est de richesse que d'hommes..." - L'Europe face à sa démographie – Par Charles DELORME (Tribune 7, septembre 2005, Fr).

Droit des minorités et stabilité en Europe Centrale et Orientale – Journée d'étude, 10 juin 2005, Budapest, en partenariat avec "Budapest Analyses" et la Fondation "Pro Minoritate". Intervenants : Balázs ABLONCZY, Iván BABA, Ódor BALINT, Gáspár BIRO, Béla BORSI-KALMAN, Chantal DELSOL, Árpád FASANG, Kinga GAL, Ferenc GAZDAG, Árpád GORDOS, Péter KOVACS, Bence KOVRIG, Jean-Thomas LESUEUR, István MAJOROS, János MARTONYI, Zsolt NEMETH, Ovidiu PECICAN, Michel PRIGENT, László SZARKA.

Politique du personnalisme. La personne, l'identité, la Cité – Rencontre du Comité France, 31 mai 2005, Paris. Intervenants : Chantal DELSOL.

L'immigration extra-européenne, un défi majeur pour l'Union européenne – Par Aymeric CHAUPRADE (Tribune 5, Mai 2005, Fr).

Raymond Aron iconoclaste : un esprit libre dans le siècle – Rencontre du Comité France, 5 avril 2005, Paris. Intervenants : Bernard BONILAURI et Stephen LAUNAY.

Qu'est-ce que l'Occident ? – Rencontre du Comité France, 1er février 2005, Paris. Intervenants : Philippe NÉMO.

Les migrations dans les pays méditerranéens : problèmes démographiques, politiques et culturels – Journée d'études du Comité Italie, 11 novembre 2004, Rome, co-organisée avec l'Institut Européen de Recherches, Etudes et Formations (IREF). Intervenants : Sergio BELARDINELLI, Stéphane BUFFETAUT, Aymeric CHAUPRADE, Pietro DE MARCO, Gérard-François DUMONT, Frederico EICHBERG, Massimo de LEONARDIS, Roberto de MATTEI, Charles MILLON, Giuseppe PERRI.

Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité des auteurs. Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord FORMEL (par mail ou courrier) de l'Institut Thomas More, et faire apparaître LISIBLEMENT sa provenance. Pour toute information, suggestion ou tout envoi de textes, vous pouvez adresser un message à info@institut-thomas-more.org ou téléphoner au + 33 (0)1 49 49 03 30.

Etabli à Bruxelles et Paris, présent à Budapest et Rome, réunissant des personnalités de nombreux pays européens, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion, européen et indépendant.

Il diffuse auprès des décideurs politiques et économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes.

L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées et de propositions neuves et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

Bruxelles

Avenue Eugène Demolder, 112
B-1030 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 647 29 74
Fax : +32 (0)2 242 73 44

Paris

9, rue d'Enghien
F-75010 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30
Fax : +33 (0)1 49 49 03 33

info@institut-thomas-more.org
www.institut-thomas-more.org